L'INTERNATIONALE

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Feuille d'intervention du Groupe internationaliste ouvrier — Nouvelle série, automne 2014

Face à l'austérité libérale, rendons coup pour coup !

Le gouvernement libéral a décidé de porter un dur coup à la classe ouvrière québécoise. Les attaques pleuvent. Du charcutage des fonds de pension des employés-es municipaux aux coupes dans les services de garde et dans les universités, en passant par la dégradation générale des conditions de travail des employé-es de la fonction publique provinciale, les libéraux de Couillard n'ont rien à envier aux péquistes, ils manient le couperet avec détermination. Il faut cependant se rappeler que cette austérité n'est pas à cause de la volonté politique des libéraux, mais est le résultat objectif de la crise du système capitaliste, qui, pour rétablir son taux de profit, doit extraire encore plus de plus-value aux prolétaires. En d'autres mots, il doit nous faire produire plus en nous payant moins ! Partout dans le monde, des socialistes français aux « communistes » chinois et cubains, en passant par les démocrates d'Obama aux États-Unis, la bourgeoisie internationale et ses gouvernements coupent, matraquent et répriment. Chaque lutte ouvrière doit être placée dans son contexte international.

Employés-es municipaux et de la fonction publique, notre fer de lance.

Les travailleurs et les travailleuses des municipalités sont mobilisé-es, et on le constate par l'affichage massif d'autocollants, par de nombreuses manifestations et par des actions combatives comme à l'Hôtel de ville de Montréal. Déjà, on parle vote de grèves illégales. Du côté de la fonction publique, le secteur de l'éducation, autant les cégeps que les écoles primaires et secondaires, semblent prêtes à se battre et même les technocrates des administrations de commissions scolaires voient rouge contre le gouvernement. Du côté de la santé, certains travailleurs et certaines travailleuses se sont organisé-es eux-mêmes devant la mollesse des actions syndicales (1) et plusieurs initiatives locales semblent déjà déborder les plans des grandes centrales. L'unité des employé-es municipaux et de la fonction publique provinciale peut constituer le fer de lance de la riposte contre les attaques libérales, mais une lance sans manche n'est pas l'arme la plus efficace. Si ces secteurs peuvent initier la lutte, leur éventuel isolement est une condamnation à la défaite.

Si Couillard veut renvoyer les femmes au foyer, on lui mettra le feu au cul.

Ces dernières mesures nous frappent car ce sont les femmes de la classe ouvrière qui seront les plus malmenées par ce plan d'austérité. Les coupes dans les services de garde forceront plusieurs femmes (surtout les plus précaires) à retourner à la maison. Cette perte d'autonomie financière les rendra plus vulnérables au sexisme dont notre société est imprégnée, par exemple, en rendant plus difficile la séparation avec un conjoint violent. (Rappelons que 85 % des victimes de violence domestique sont des femmes) (2). Aussi, les attaques sur les services publics, surtout la santé et l'éducation, secteurs majoritairement féminins, seront dévastatrices pour la situation des travailleuses. Une preuve de plus que les acquis des femmes ne sont jamais garantis sous le capitalisme.

La défense des conditions des femmes peut servir de point de départ à la mobilisation non seulement des travailleuses des services de garde ou de la fonction publique, mais aussi de milliers de travailleuses précaires, surtout concentrées dans l'industrie des services, où elles pourraient aussi entraîner leurs camarades masculins, dans un combat général contre le capitalisme et la division sexuelle du travail.

Le fédéral dans tout ça ?

L'austérité a aussi d'autres champions, comme les conservateurs de Stephen Harper. Les coupes massives de dizaines de programmes gouvernementaux, l'arrêt de la livraison postale à domicile et les ravages environnementaux nous démontrent à chaque fois à quel point ce gouvernement est un serviteur bien intentionné des capitalistes. La lutte contre les mesures d'austérité au Québec peut servir de tremplin pour une lutte pancanadienne, surtout si elle fait le lien avec les postiers et postières, car la suppression de la livraison postale touchera tous les membres de notre classe au Canada, surtout les plus vulnérables comme les personnes à mobilité réduite, les personnes âgées et les familles monoparentales. Malgré ce que certains nationalistes en pensent, le sort des travailleurs et des travailleuses à l'Ouest de la rivière des Outaouais nous concerne aussi.

Le secteur privé.

Du côté du secteur privé, la situation n'est pas



meilleure, les mises à pied se multiplient, les grèves et les lock-out aussi. Depuis 2012, le nombre de grévistes explose. Les grèves sont ardues et durent longtemps. La majorité du temps elles restent isolées et embourbées dans la légalité capitaliste, c'est pourquoi elles finissent souvent dans la défaite. Les travailleurs et les travailleuses de la construction viennent de signer une entente, ou presque la moitié n'a pas approuvé la convention collective. Si ces luttes peuvent s'unifier dans un mouvement général de la classe ouvrière, elles auront la force de frappe nécessaire, pour rompre avec le scénario trop de fois répété d'une grève de plusieurs mois, voire d'années se terminant par une défaite humiliante.

Se battre pour de vrai, pour des objectifs qui ont du sens.

La situation est difficile. Les syndicats nous mènent constamment dans des culs-de-sac et pas un seul ne parle d'unir les luttes par-delà les secteurs, pas un seul ne propose de dépasser le cadre corporatiste. Si certains parlent parfois de confronter les règles du jeu capitaliste, la majorité du temps ils nous prêchent la soumission au nom du réalisme. Les syndicats nous paralysent, l'espoir réside à une autre enseigne. Il faut créer nos assemblées à nous, nos comités de lutte autonomes, comme les comités printemps 2015 créés par les étudiants et les étudiantes de plusieurs établissements à Montréal, loin des machinations et des jeux de corridor de la bureaucratie. Il faut se parler entre nous, cesser de se battre comme pompiers, comme infirmières, comme cols bleus ou enseignantes, mais se battre comme prolétaires, comme membres d'une même classe sociale, avec les mêmes intérêts. On a plus en commun avec un travailleur arabe dans une usine en Allemagne, avec une femme de chambre des Philippines à Dubaï qu'avec Pierre Karl Péladeau, Philippe Couillard, Françoise David ou Jacques Letourneau. On n'a rien à attendre des politicailleries de nos faux ami-es au parlement. Il faut construire notre Parti, un parti antiparlementaire et révolutionnaire, une organisation internationale qui puisse défendre nos intérêts, et qui puisse mener à terme le combat contre le système capitaliste.

Rappelons-nous que lutter, ça marche. Les étudiants et les étudiantes des conservatoires ont empêché la fermeture de leurs établissements en se mobilisant et en élargissant leur lutte en faisant grève avec les étudiants et les étudiantes des facultés de musique. Il est grandement temps de dérouler le drapeau rouge de l'unité de tous et de toutes les exploité-es. Combattons pour un système juste, sans exploitation, sans État. Ce système, nous l'appelons communisme, dans le sens premier du terme, pas les caricatures barbares de Staline ou de Mao. Une société où nos lieux de travail nous appartiennent, où nos quartiers sont gérés par nos assemblées, où on travaille le moins possible pour vivre le mieux possible.

Maximilien

(1) http://www.comitestat.org/

(2) http://www.msss.gouv.qc.ca/sujets/prob_sociaux/violenceconjugale.php

Commémoration de la Première Guerre mondiale. Le sang sèche vite en passant dans l'histoire.



Cette année verra la commémoration de la Première Guerre mondiale. La grande boucherie sera doucement réhabilitée, on parlera du noble sacrifice des soldats pour leur pays, pour la démocratie, en nous rappelant subtilement qu'un autre ennemi nous guette au loin. En effet, on nous parlera de la souveraineté canadienne en Arctique et de la menace russe sur la démocratie ukrainienne. La commémoration de la guerre du passé sera la préparation de la prochaine.

Ces commémorations ne sont pas innocentes, les célébrations de la grande boucherie de 1914-1918 empestent la chaire morte. On célèbrera le massacre inutile de plus de neuf millions de jeunes travailleurs et la mutilation de milliers de femmes suite aux cadences infernales de l'industrie de guerre. En croyant honorer la mémoire de ceux qui sont morts pendant les deux conflits mondiaux, on leur crachera dessus .

Les bourgeoisies russe et chinoise tentent de s'accaparer une plus grande part du gâteau. En tentant d'augmenter leur portion de la richesse mondiale, elles vont à l'encontre des intérêts de plusieurs autres joueurs importants, notamment les États-Unis, l'Allemagne et leurs alliés, dont le Canada.

C'est pour ça que le Canada a soutenu divers groupes néo-nazis en Ukraine et augmente sa présence militaire dans le cercle polaire. Pour contrer la "menace russe" sur les intérêts des capitalistes canadiens, le gouvernement conservateur nous prépare un autre massacre. Soyons clairs, il n'est pas question ici de soutenir Poutine ou les capitalistes chinois, mais de comprendre que nous n'avons rien à gagner d'une guerre qui n'est pas la nôtre.

Une seule guerre, la guerre de classe !

Une série d'événements qui sera volontairement mis sous le tapis durant les célébrations du centenaire ce sont, les mutineries de soldats, les grèves contre la guerre et la vague d'insurrections ouvrières contre le système capitaliste. Il s'agit du plus grand mouvement dans l'histoire de la classe ouvrière, qui sera marqué par les soulèvements prolétariens en Allemagne (qui mettra fin à la guerre) en Hongrie et bien sûr, en Russie. Le Canada sera également touché par les émeutes contre la conscription au Québec et par la grande grève de Winnipeg en 1919.

Les conseils ouvriers en Russie, les soviets, resteront les expressions les plus glorieuses et les plus tragiques de la classe ouvrière mondiale. Pour la première fois, la classe ouvrière détiendra provisoirement le pouvoir dans un pays. Elle vaincra les armées de plusieurs pays impérialistes, dont le nôtre. C'est notamment aussi à cause de l'isolement international de la Russie que le jeune régime soviétique se bureaucratisera pour survivre à l'horrible réalité de la guerre civile.

Cependant, nous pouvons apprendre des expériences de la fin de la Première Guerre mondiale. Apprendre que oui, les travailleurs et les travailleuses peuvent prendre le pouvoir, et que oui, on peut résister à une guerre qui n'est pas la nôtre. Mais aussi, nous savons qu'il faut s'organiser à un niveau international si nous voulons gagner. Si on veut que la prochaine révolution ne s'enlise pas dans le stalinisme, mais débouche réellement sur le socialisme, elle devra s'étendre rapidement partout sur la Terre. C'est pourquoi la Tendance communiste internationaliste fut créée, pour regrouper les travailleurs et les travailleuses révolutionnaires de toute la planète et préparer la mise a mort de ce monstre enragé et belliciste qu'est le capitalisme.

Vote de grève au CSSS Laval, Un pas dans la bonne direction



Les victoires pour les travailleurs et les travailleuses sont rares ces temps-ci. C'est pourquoi il nous paraît important de souligner ce que les travailleuses et les travailleurs du CSSS Laval ont accompli. Le 3 octobre 2014, ils et elles ont voté-es à 93,6% pour la grève générale illimitée contre la suppression de huit postes de préposé-es aux bénéficiaires. Un vote de grève illégale et combative que nous devons applaudir ! L'originalité de cette action est de faire appel à la loi des services essentiels en Santé, qui préconise un fonctionnement minimal à 90% des effectifs ; les compressions auraient diminué les services à 70%. La Commission des services essentiels semble avoir rendu une décision ambiguë interprétée par le syndicat et l'administration comme une victoire, annulant ainsi la grève. Cependant, les huit préposé-es conserveront leurs emplois, bien qu'une certaine réorganisation ait lieu. Cette petite victoire, arrachée par la combativité, peut quand même être problématique. En effet, ce n'est pas à la Commission des services essentiels de décider si une compression est bonne ou non et si un moyen de pression est légitime. Cette décision doit appartenir aux travailleuses et aux travailleurs uniquement, qu'importe ce que la légalité capitaliste en dit.

site: http://www.leftcom.org/fr
Facebook: Groupe internationaliste ouvrier
courriel: ca@leftcom.org

Publié par : le Groupe internationaliste ouvrier,
section nord américaine de la Tendance communiste internationaliste
2275 Fullum, #4, Montréal, Qc. H2K 3P3